

# Les « bacs pro » à l'université. Récit d'une impasse

*Stéphane Beaud, Michel Pialoux*

---

*Cet article, qui s'appuie principalement sur une enquête ethnographique, vise à montrer les impasses de la poursuite d'études des bacs pro à l'université (DEUG d'histoire-géographie). Il fait apparaître, d'une part les « motivations » de ces étudiants, enfants d'immigrés pour la plupart, désireux avant tout de retarder l'échéance de l'entrée sur le marché du travail (dans le « Plein-emploi précaire »), de bénéficier de la dignité sociale du statut d'étudiants et, d'autre part, l'impuissance de l'institution à régler ce flux croissant d'étudiants voués à l'échec dans cette filière. Enfin, les auteurs s'interrogent sur l'opportunité d'un « laisser-faire » institutionnel qui mine de l'intérieur ce premier cycle universitaire.*

---

**Mots-clés :** bac pro, supérieur premier cycle, poursuite d'études, antenne universitaire, enfant d'immigrés, étudiant.

Pourquoi aujourd'hui des « bacs pro », titulaires d'un diplôme recherché par beaucoup d'entreprises du secteur industriel, viennent-ils s'inscrire à l'université ? Que viennent-ils y trouver ? Comment l'institution universitaire les accueille-t-elle ? Quel est le sens de cette poursuite d'études ? On voudrait répondre à ces questions en rendant compte d'une enquête en cours, dans le cadre d'un contrat de recherche avec le MEN, dans une petite ville d'une région industrielle de l'Est de la France.

Dans cette région, la reprise économique est particulièrement forte depuis 1999. Le chômage a

baissé de manière considérable dans le bassin d'emploi puisque, entre la fin décembre 1999 et la fin septembre 2000, le taux de chômage a chuté de 10,1 à 7,1 %, soit une baisse de trois points en neuf mois ! Le nombre d'intérimaires augmente régulièrement et massivement. Pour la plupart des acteurs rencontrés sur le terrain, le retournement de la situation d'emploi est frappant ; selon une formule maintes fois entendue, dans des horizons sociaux différents (conseillers d'emploi, enseignants, délégués syndicaux, ouvriers, journalistes), « En ce moment, celui qui ne trouve pas de travail, c'est qu'il ne veut pas en trouver ». Agences d'intérim et entreprises se livrent une

concurrence féroce pour s'attacher les services des opérateurs et des ouvriers qualifiés. Le retournement de la situation d'emploi est donc spectaculaire. Dans les usines, le turn over s'accélère, les jeunes vont et viennent, certains quittent l'atelier au bout de quelques heures, parfois sans prévenir personne, disparaissant subitement. Les ateliers ont changé de physionomie : ils se rajeunissent considérablement et les jeunes filles y ont fait une arrivée remarquée. C'est notamment le cas des filles d'immigrés turcs ou maghrébins, qui semblent être appréciées pour leur rapidité au travail – elles travaillent souvent dans les ateliers sur les postes les plus « durs » – leur esprit de sérieux, leur application et leur zèle au travail. Il arrive que les anciens, des délégués CGT, essaient de calmer leur ardeur au travail et leur rappellent les règles de l'atelier. Elles sont jeunes, tiennent bien les postes, veulent être « embauchées ». Un certain nombre d'entre elles viennent des filières des bacs professionnels tertiaires de la région et, faute d'avoir trouvé du travail dans leur domaine, se sont résolues à « passer par l'intérim ». Elles se retrouvent donc, contre toute attente, à l'usine, elles qui lors de leur scolarité n'ont cessé de repousser cette perspective.

Et pourtant, malgré la très forte demande de travail des entreprises, les jeunes fuient et tentent leurs chances dans le système universitaire. C'est notamment le cas des « bacs pro »... Dans un premier temps, il est nécessaire de prendre en compte la dimension institutionnelle de cette poursuite d'études des « bacs pro », en remontant en amont le processus, du côté de la production de l'offre universitaire locale, qui est un aspect déterminant pour comprendre la manière dont cette poursuite d'études se fait (1). Dans un deuxième temps, l'observation d'une inscription à l'université, transformée en réunion d'information et en entreprise de dissuasion, mettra en lumière les attentes des jeunes candidats à l'université.

## **LES CONDITIONS DE LA POURSUITE D'ÉTUDES DES « BACS PRO » À L'UNIVERSITÉ**

Blaville est une petite sous-préfecture de 30 000 habitants de l'Est de la France, située dans une vaste agglomération de 120 000 habitants. Elle n'a pas de tradition universitaire : l'université régionale (2) est à 80 km et une antenne

universitaire dans le Nord de département a été créée au début des années 1990. En effet, pour faire face à l'afflux d'étudiants lié à la vague de démocratisation des lycées, les responsables de l'Université (État et Rectorat) et les hommes politiques locaux et régionaux ont joué, depuis le début des années 1990, la carte de la déconcentration. Une antenne universitaire a été créée en 1991 au Nord du département, à 20 km de Blaville : d'abord une section d'AES puis une section de droit pour le premier cycle avant que ne s'effectue une « remontée de filières ». C'était là la première pierre de l'édifice universitaire local qui s'est ainsi construite sur la demande politique des élus du Nord du département (la gauche est alors au pouvoir) qui ambitionnent de créer un grand pôle universitaire à dominante technologique-scientifique dont la vitrine sera une université technologique. Une fois cette armature scientifique acquise (3), il a été possible d'étoffer la structure en l'élargissant au domaine des lettres et du droit sciences-éco.

À Blaville, les élus locaux n'ont pas voulu rester à la traîne de leur puissant voisin et ont fini par obtenir, année après année, la mise en place d'un ensemble qui finit par constituer un « pôle universitaire ». Celui-ci a ouvert à la rentrée 1991-1992, avec une section de premier cycle de LEA puis s'est étoffé, en 1994, avec une section de Sciences et techniques de génie industriel (STGI) et, en 1998, avec une section de SHS (sciences humaines et sociales (4)). Cette progressive sédimentation des formations voit la remontée de filières du premier cycle au second cycle et débouche, en 2000, sur la création d'un IUP « environnement » qui vise à attirer des étudiants extérieurs à la région. Parallèlement sera créé en 1993 un IUT de mesures physiques.

Un des responsables du Centre évoque, lors d'un entretien informel, les deux impératifs qui ont présidé à l'implantation à Blaville d'un pôle universitaire : d'une part, l'aspect social du projet, ou, pour reprendre d'autres termes qu'il a employés, « l'aspect ascenseur social », c'est-à-dire la possibilité qu'elle offre de poursuite d'études aux enfants d'origine populaire. Pour preuve, la fac locale comporte la plus forte proportion de boursiers de l'université de Besançon : d'autre part, un objectif « moins noble », comme il dit, qui est lié à la baisse démographique de la région. Les collectivités territoriales perdaient de la population, des entreprises, des régiments.

« Vous implantez une université, cela fait 200 à 300 enseignants, c'est comme si vous implantiez une entreprise du tertiaire ». Mais surtout, continue-t-il, « Les collectivités, elles demandent de l'étudiant » mais il leur faut trouver des raisons plus acceptables, « donc on va dire l'ascenseur social ». Il conclut en rappelant son point de vue d'universitaire : « Il faut limiter la casse et non pas retenir les gens ici mais mettre en place des formations percutantes pour attirer des gens de l'extérieur de la région. Et on ne le fera pas avec des formations de misère ».

Parmi les « bacs pro », il y a une nette différence entre les élèves ayant suivi des études dans les sections industrielles (mécanique, maintenance, électrotechnique, soudure, plasturgie...) et tertiaires (comptabilité, commerce, force de vente...) qui sont aussi très fortement sexuées (les garçons dans le premier cas, les filles dans le second). Pour les premiers, les offres d'emploi sont nombreuses et pressantes. Il arrive de plus en plus fréquemment que les élèves des « bacs pro » de maintenance ou de plasturgie soient débauchés par les entreprises au cours de leur scolarité, au grand dam des chefs d'établissement et des professeurs. Dans ce contexte, la poursuite d'études à l'université apparaît exceptionnelle et ne semble devoir concerner que des fils d'immigrés, déçus de ne pas avoir été acceptés en classe de BTS et qui espèrent trouver leur salut dans les études longues. Pour les seconds, qui sont majoritairement des filles, les perspectives sont tout autres. Les débouchés professionnels des « bacs pro » commerce, comptabilité, secrétariat, sont très réduits et aléatoires dans cette région très industrielle et le sont encore davantage du fait de leur très faible mobilité géographique. Compte tenu des faibles perspectives d'embauche, beaucoup d'entre elles demandent une poursuite d'études en BTS. Mais il y a très peu d'élèves (une par classe de BTS en moyenne). Ces filles se retournent alors vers la filière universitaire, malgré le tableau sombre que leur dressent préventivement les responsables des LEP tertiaires : par exemple, le très faible taux de réussite des « bacs pro » à l'université est cité comme un épouvantail. Une fois connus les résultats des BTS (en mai-juin), elles envisagent la fac mais c'est au moment de la rentrée de septembre que l'inscription en DEUG leur apparaît, on pourrait dire soudainement, comme la seule issue possible pour avoir un « statut » d'étudiant (« c'est la sécurité, la fac », nous dit l'une d'entre elles).

## UNE SÉANCE D'INSCRIPTION EN PREMIÈRE ANNÉE DE DEUG D'HISTOIRE

Depuis la mise en place en 1998 de la filière SHS (Sciences humaines et sociales, en fait, un DEUG d'histoire-géographie), les responsables de la formation s'inquiètent de la progressive montée des effectifs des étudiants venus des filières de bac professionnel (5). En effet, l'immense majorité d'entre eux éprouvent de très grandes difficultés à suivre le programme : leur assiduité en cours est très aléatoire et leur taux de réussite en première année est catastrophique, voisin de zéro (l'an dernier, aucun n'a été admis en deuxième année). Comment agir pour éviter l'afflux massif des inscriptions de « bacs pro » jusqu'à la date limite de la mi-octobre ? Telle est la question que se posent les responsables de la formation, notamment parce que l'expérience des années précédentes les a avertis du danger de voir le DEUG d'histoire en quelque sorte parasité par des étudiants « qui n'ont rien à faire là », pour reprendre l'expression entendue dans la bouche de tous nos interlocuteurs du pôle universitaire.

D'abord, au moment de la rentrée universitaire de septembre 2000, plusieurs articles parus dans la presse locale mettent en garde les « titulaires de bac pro » contre les illusions d'une inscription dans des études littéraires. Les responsables de la formation, interviewés par les journalistes, mettent fortement l'accent sur leurs très faibles chances de réussite en première année de DEUG SHS. Ensuite, la responsable de la scolarité du DEUG et le professeur responsable du département, après avoir épluché la petite trentaine de dossiers de « bacs pro » (alors en leur possession), ont l'idée d'organiser avec ces étudiants des réunions d'information au moment de l'inscription administrative pour tenter – sait-on jamais ? – de décourager les futurs postulants. Trois après-midis sont balisés de manière à recevoir, à chaque fois, une dizaine d'étudiants qui sont convoqués pour ce rendez-vous qui a lieu dans le bureau de la scolarité SHS. Par chance, nous sommes disponibles pour la première de ces réunions d'information et nous avons, grâce à la collaboration de la responsable-scolarité, la possibilité d'y participer.

Le 15 septembre 2000, nous assistons dans le bureau du secrétariat de SHS (Histoire) à cette première séance d'inscription de ces étudiants de bac pro. Sont présents ce jour-là, la responsable

administrative du DEUG (la « secrétaire », disent les étudiants), un professeur d'histoire de rang A, responsable du DEUG délocalisé, ainsi que les deux sociologues qui se sont fait une place à côté du candidat ou légèrement en retrait. Le temps de passage pour chaque étudiant est en moyenne de dix minutes-un quart d'heure. Le professeur tient en mains le dossier d'inscription où figure l'état civil du candidat, un résumé de son parcours scolaire et, pour les redoublants de première année de fac, les notes obtenues lors des divers examens. C'est le professeur qui mène les débats, d'une manière ferme et conviviale.

La première étudiante à passer est une fille d'immigrés maghrébins, titulaire d'un bac pro de comptabilité. Le professeur présente la première année de DEUG d'histoire et fait un rappel des points importants du cursus. Il lui explique les trois types d'épreuves à partir desquelles les étudiants sont notés : dissertation, explication de texte, exposé oral. Comme elle n'a pas fait d'études littéraires dans l'enseignement secondaire, l'enseignant l'avertit des obstacles qu'elle va inévitablement rencontrer (« Vous allez avoir des difficultés en ce domaine »). Lorsqu'il lui demande les raisons pour lesquelles elle a choisi cette orientation, elle « bafouille » puis se lance dans un plaidoyer sans conviction : « J'ai envie d'avoir des études en matière littéraire... « je voulais me réorienter ». En fait, elle nous apprend qu'elle a effectué une première année d'AES à Voudans et y a échoué. Elle se sent un peu tenue de justifier cet échec (« Ça m'a pas trop plu... Les matières étaient trop lourdes... Je vais tenter ma chance en histoire »). La « secrétaire » intervient alors pour souligner qu'en AES, les matières enseignées sont davantage à visée professionnelle (le droit, la comptabilité, etc.) qu'en histoire où « vous allez apprendre des choses qui, entre guillemets, ne servent à rien si on ne veut pas devenir enseignant ». Le professeur surenchérit : « Ce sont uniquement des spéculations intellectuelles ». L'étudiante approuve d'un hochement de tête et cherche à expliquer son « choix » du DEUG d'histoire mais ne trouve pas vraiment les arguments, se contentant d'un laconique « J'avais envie de changer ». L'enseignant reprend son dossier et repère les notes les plus mauvaises qu'elle a obtenues l'an dernier en fac : 3/20 en géographie, 0,5/20 en histoire de la pensée économique. Lourd silence. Elle se justifie comme elle peut : « C'est parce que je n'assistais pas aux

amphis... ça ne me plaisait pas.. »... Le professeur, pour enfoncer le clou, reprend l'ensemble de ces notes : 1/20 en histoire contemporaine, 10 en comptabilité, 10,5 en informatique (« là, j'étais pas mauvaise » dit l'étudiante en s'intercalant dans la discussion). On revient sur son cursus scolaire et notamment sur le choix après la terminale. Elle a été refusée dans tous les BTS qu'elle a demandé à préparer... (« je les ai tous faits » dit-elle). Une fois ce tour d'horizon effectué, le professeur conclut la discussion par une phrase qu'il prononce avec un rire qui ne trompe personne : « Vous savez où vous allez... ». L'étudiante, de nouveau sur le grill, cherche à remonter la pente : « je suis prête à affronter la difficulté ». En conclusion, l'enseignant revient sur la conception qu'il se fait de la formation à l'université et réaffirme les grands principes de l'institution tels qu'il les incarne : « Nous, ici, on refuse de faire un DEUG au rabais. On ne s'adapte pas aux populations étudiantes, on considère que c'est à elles de le faire ». Il rappelle le taux de réussite des « bacs pro » (moins de 5 %) puis insiste sur les « heures de soutien » auxquelles il l'invite à participer par la suite.

Le deuxième sur la liste est un garçon titulaire d'un Bac professionnel de plasturgie. Grand, blond aux yeux bleus, cheveux plutôt courts, raie au milieu. Le professeur démarre d'une manière enjouée, presque amusée (« Qu'est-ce qui vous amène là ? »), l'étudiant réplique sans ciller : « Mon cousin (6) ! Il m'a montré ses cours. Et en plus j'adore l'histoire-géo... » Ses interlocuteurs lui rétorquent que « La plasturgie, en ce moment, ça marche du tonnerre », qu'il y a « du boulot » dans cette branche. Il n'en disconvient pas mais insiste sur le fait qu'il « veut vraiment essayer la fac ». « De toute façon, si je n'y arrive pas, je me relancerai dans la plasturgie... en BTS par alternance ». Il tient à prouver qu'il ne fait pas là une inscription au rabais : « Je suis au courant de tout. Je suis allé au CIO, j'ai été à la mission locale, à l'ANPE, j'ai été partout. Moi je ne regrette pas l'année de bac pro de plasturgie » Puis il revient sur sa scolarité. « Au collège je faisais pas grand chose, j'avais pas compris qu'il fallait travailler ». Le professeur l'encourage à aller aux séances de soutien. À la fin de l'entretien, l'étudiant nous apprend que, ce matin même, il avait un rendez-vous avec l'AFPA pour effectuer un BTS par alternance et qu'il a privilégié le rendez-vous avec nous à l'université. Il

insiste sur la notion de « challenge » (c'est le terme qu'il emploie) que cela constitue pour lui de tenter sa chance en fac. Il insiste aussi sur le filet de sécurité que lui donne son diplôme, aujourd'hui très demandé dans la région (« de toute façon, au pire, je vais trouver du travail ou je me relancerai avec un BTS ») et sur le fait qu'il « ne veut pas s'arrêter avec son bac » (« Moi, je veux aller un peu plus haut »). Ce candidat apparaît sympathique, disert et surtout sérieux. Son dossier d'inscription est complet. Aucune pièce ne manque (« je l'ai rempli avec mon tuteur »).

Le troisième candidat fait très « jeune de cité » d'aujourd'hui : chaussures Nike jaunes, sweat-shirt Lacoste blanc, cheveux tirés en arrière et gominés, casquette qu'il a enlevée juste en entrant et qu'il tient dans la main. On lui demande pourquoi il a choisi de s'inscrire en Deug SHS, il répond de manière lapidaire « Parce que je m'intéresse à l'histoire ». Le professeur veut en savoir plus et lui demande « ce qui l'attend ici ». Le candidat répond du tac au tac, à la limite de l'« insolence » : « Vous allez me le dire »... On sent bien que l'enseignant a toutes les peines du monde à se maîtriser. Il s'évertue à expliquer de nouveau, de manière très posée et calme, la spécificité de la discipline pour un « bac pro » : « L'histoire est une matière littéraire qui s'appuie sur trois types d'exercice : la dissertation, l'explication de texte, l'exposé oral ». On lui lit ensuite ses notes obtenues au bac pro, notamment dans les matières littéraires (8 en français, 7 en histoire-géo...). Le professeur, qui a là en face de lui le type même d'étudiant qu'il cherche à décourager, tente une nouvelle fois de rappeler le candidat à la réalité : « Je m'interroge quand même pour savoir si vous êtes bien à votre place ici ». L'étudiant ne se démonte pas et n'hésite pas à répondre sur un ton détaché, comme s'il savait que, de toute manière, il a le droit pour lui et comme si rien ne pouvait objectivement l'empêcher de poursuivre : « Je vous l'ai dit, j'aime faire de l'histoire... et en bac pro, le français et l'histoire c'est pas important, c'est pour ça que je bossais pas »... Il précise ensuite qu'il n'a pas été accepté dans le BTS qu'il souhaitait. Il prétend avoir été pris dans une classe de BTS à Voudans mais qu'il a pas voulu y aller. Il touche la bourse de niveau 5 [2 000 F par mois] car son père est ouvrier. Lorsqu'il quitte le bureau, le professeur, exaspéré par l'attitude fière et revendicative de ce jeune, mais aussi désarçonné et impuissant, éclate devant nous : « Lui, il

est caricatural [il veut dire des jeunes de banlieue qui viennent « polluer » la fac]... C'est de la graine de branleur... le petit con absolu... Ça, c'est fort »...

La quatrième sur la liste est une fille d'ouvriers algériens, titulaire d'un bac professionnel commerce. La responsable de la scolarité nous prévient que « Elle, c'est quelqu'un de motivé ». Lunettes noires sur les cheveux, longs cheveux noirs tirés en arrière. Elle a fait un bac pro commerce en obtenant des notes correctes en français, histoire-géo (11 et 12). Lorsqu'on lui demande les raisons de son inscription en DEUG de sciences humaines, elle dit d'abord parce que « ça m'intéresse » mais évoque ensuite la raison, à ses yeux, la plus importante : ses parents vivent ici et c'est la fac la plus proche. Son père est gravement malade (du cœur) : « à la maison, c'est moi qui gère tout ». Elle fera cela « tout en poursuivant une matière que j'aime bien. Je reste là un an, je vais voir comment ça se passe vis-à-vis de mes cours et de mes parents. C'est surtout pour mon père. Car je peux partir ailleurs ». Sa sœur, titulaire d'un bac pro de commerce, a, elle, entamé des études de sociologie dans une grande ville universitaire, à 200 km de Blaville.

Le cinquième candidat, fils d'ouvrier d'une usine de fonderie (son père est un ancien sidérurgiste de Dunkerque), a lui aussi effectué des études de bac pro de commerce (mention bien, 15 en français et 16 en histoire-géo). Lui aussi défend bec et ongles son orientation contre le soupçon qu'il sent peser sur son orientation. « Moi j'ai pas fait ça dans le vent. J'ai décidé ça avec ma prof d'histoire-géo ». L'enseignant lui rappelle, selon la formule consacrée, que le « bac pro n'est pas la voie royale pour l'université » mais qu'en même temps il a le droit de tenter sa chance. Face à la détermination du candidat et au bon dossier scolaire qu'il présente, le professeur l'encourage dans ses efforts (« Si vous êtes motivé, mais si vous êtes le nez dans le guidon, il y a pas de raisons que ça ne marche pas »).

La candidate qui suit – une fille d'immigrés marocains, talons hauts, chouchou, lunettes de soleil sur les cheveux, pantalon court (mode) – était inscrite au départ en première année de LEA mais a été à la longue découragée par les enseignants et s'est réorientée vers le DEUG SHS. Elle possède un bac pro secrétariat... Le professeur qui doute de l'intérêt de cette réorientation,

regarde attentivement son dossier scolaire puis, levant la tête, attaque : « 6 en histoire-géo au bac. Ce n'est pas l'orientation la plus conseillée pour vous. Pourquoi alors l'histoire-géo ? » S'ensuit alors un long silence gêné que la candidate rompt difficilement. À voix très basse, elle déclare, peu sûre d'elle, un peu pour dire quelque chose, qu'elle préfère la géographie à l'histoire. Manque de chance, on découvre qu'elle est inscrite en majeure en Histoire. Elle ne le savait pas, on lui explique la différence entre Majeures (soit histoire, soit géographie). Derechef, on lui change son affectation pour l'inscrire en géographie. Devant elle, le professeur conteste cette politique qui fait que « les étudiants en difficulté nous sont systématiquement renvoyés ». La fille revient sur la question de la bourse. Elle a 23 ans, a fait une demande de bourse et n'a pas encore l'avis conditionnel qui la dispense de payer les droits d'inscription. Elle doit donc les verser entièrement, ce qu'elle fait sur le champ en signant un chèque de 2 014 F.

Il est significatif que les dossiers de la plupart d'entre eux ne soient pas bien remplis. La « secrétaire », souvent exaspérée par ce manque de soin de leur part, est obligée de les remplir à leur place. Il manque toujours une pièce, ils n'ont pas bien lu, pas pris le temps de lire le document, etc.

### **UNE « FUMISTERIE » OU UNE « CATASTROPHE » ?**

L'observation de cette séance d'inscription est riche d'enseignements. Elle montre, d'un côté, des enseignants qui tentent de « faire leur boulot », de dire la vérité aux candidats sans les traiter trop durement ou les humilier, et de l'autre côté, les étudiants qui baissent la tête, improvisent des réponses toutes faites, cherchant des portes de sortie pour faire bonne figure. Certes, ces derniers se sentent en faute, se doutent qu'ils ne devraient pas être là, que le bac pro est un diplôme de fin d'études qui ne prépare en rien aux études universitaires. Mais, en même temps, ils savent très bien que, statutairement, ils ont droit à cette poursuite d'études et que rien ne pourra les empêcher de s'inscrire à la fac. Ceux qui sont de bonne volonté vont quand même essayer de se couler dans la demande de l'institution, proclamant leur attachement à cette discipline qu'est l'histoire (« ça m'a toujours intéressé(e) », « Moi j'aime bien l'his-

toire ») et réaffirmant solennellement leur engagement à un travail scolaire assidu. Les autres – notamment les « jeunes de cité », les garçons « à casquette » – ne vont pas jouer ce jeu. Ils vont plutôt faire le gros dos en attendant que se passe ce mauvais moment de l'évaluation, écoutant d'un air un peu las, voire « sournois » (comme le dit le professeur). Ils savent de toute manière qu'à la sortie de cette entrevue, ils auront gain de cause. Des copains à eux les attendent dans le hall et ils repartent ensemble avec leurs voitures (l'un avait une 306, l'autre une BMW).

Le contraste est saisissant entre, d'une part, ce professeur d'histoire (un médiéviste) de l'université (de rang A), distingué (veste en tweed, petit foulard en soie, lunettes cerclées, chaussures anglaises) et urbain (une diction et un vocabulaire choisis) et, d'autre part, ces jeunes de cité, dont certains sont très proches des « sauvages », qui portent l'uniforme des jeunes de banlieue (« toute la panoplie » comme le dit une fois l'enseignant pour caractériser l'un d'entre eux) : casquette et pull Lacoste, téléphone portable accroché au pantalon ou à la banane entourant le ventre. On assiste là à un choc des cultures dont il faudrait faire la genèse sociale (7) Face à ces lettrés, ces jeunes n'ont pas les mots et hésitent à utiliser leurs propres mots pour eux. Ils sentent bien qu'on ne les accueille pas de gaieté de cœur.

Mais, comme on l'a vu, rien n'y fait, ces bacs pro s'obstinent et s'inscrivent à la fac. Tous les arguments rationnels qui militent contre cette inscription sont inutiles face au droit qui les autorise à le faire. Les secrétaires des départements de ce pôle universitaire (LEA, SHS, SGTI...), qui connaissent intuitivement le taux d'échec des bacs pro et qui les ont vus arriver dans leur bureau, ne cessent de déplorer le fait que « administrativement on ne peut pas les refuser ». Elles le regrettent et parfois s'insurgent contre le laxisme de l'institution, notamment contre le gaspillage d'argent public, elles qui ont un petit traitement de fonctionnaire et qui gèrent tous les jours avec abnégation la pénurie de fac. Du côté, des directeurs du département, c'est le même constat unanime qui est dressé de cette poursuite d'études des bacs pro : « C'est un leurre », disent-ils ou « c'est une catastrophe ». Le professeur d'histoire, lui, n'hésite pas à employer des mots plus durs pour dénoncer ce laisser-aller institutionnel (« une fumisterie »). Certes les institutions se sont un peu adaptées à

leur public. Des heures de soutien ont été créées, qui sont utiles aux étudiants mais qui ne peuvent pas inverser le cours des choses. Le cursus du DEUG n'a pas été modifié, les thèmes abordés ne sont pas porteurs pour ces étudiants (8).

Il faudrait aussi décrire l'ambiance de cette « fac locale », bâtie à l'extrémité d'une ZUP, qui a des allures de lycée plus que de faculté. La BU est « cachée » au premier étage du bâtiment, les étudiants jouent aux cartes dans l'espace lecture (comme des potaches de lycée), il y a bien un res-tau U mais ni cafétéria digne de ce nom, ni lieu de vie pour les étudiants. On a, bien sûr, prévu un théâtre universitaire mais pas de troupe locale. La fac est à 300 mètres du centre commercial de la ZUP qui est devenu un quartier « chaud » de la région. Dans le hall, vont et viennent les « jeunes de cité ». À la volée, on peut entendre une fille dire à sa copine : « Je sais pas si j'ai bien fait de m'inscrire en LEA, j'aurais peut-être dû aller en histoire ». Le responsable du stand MNEF, installé dans le hall de la fac, étudiant en licence d'histoire, nous dit qu'il est parfois étonné par les questions qu'on lui pose. Il se rappelle celle d'un étudiant, la veille : « C'est quoi la différence entre SVT (sciences de la vie et de la terre) et histoire ? » Ce qui est aussi frappant dans les entretiens réalisés avec ces bacs pro, c'est que pas un seul ne sait ce qui l'attend : très peu ont lu le livret et aucun ne connaît un tant soit peu les contenus des cours qui leur seront proposés. Ils attendent tous la réunion de rentrée où « ils nous expliqueront ». Ce n'est pas là pure passivité mais plutôt, semble-t-il, expression d'une peur devant l'inconnu.

## **DIFFÉRER L'ENTRÉE DANS LA VIE ACTIVE ET « GOÛTER » À LA VIE ÉTUDIANTE**

Nous avons recueilli une quinzaine d'entretiens approfondis avec ces étudiants. Pour comprendre ce type de matériel, il faut insister sur le contexte dans lequel ces entretiens ont eu lieu. D'abord, ces étudiants ont été sollicités dans le cadre de cette séance d'inscription et d'information. Certains ont accepté de jouer le jeu de l'enquête, peu ont refusé (on n'a pas insisté lorsqu'on les voyait par trop hésitants) et une minorité a accepté sans venir au rendez-vous lors de l'entretien (notamment les redoublants et tous des

garçons « des quartiers »)... D'autre part, ces entretiens avaient lieu dans une grande salle de cours en face à face, ce qui limitait quand même les possibilités d'une parole libérée. Par la suite, nous avons cependant revu, en d'autres circonstances, plusieurs de ces étudiants.

Qu'apprend-on dans ces entretiens ? D'abord le fait massif que l'inscription à la fac est la résultante de l'impossibilité de poursuivre des études en BTS (tous y ont été refusés), ensuite que la poursuite d'études s'est imposée à eux en partie parce qu'ils ne voulaient pas entrer immédiatement dans la vie active. Il ne s'agit pas seulement de vouloir goûter au statut d'étudiant, de bénéficier des avantages matériels de la Bourse (2 000 F par mois en règle générale) même si ce facteur joue, bien sûr, fortement. Pour la fraction la plus motivée ou qui se présente comme la plus motivée de ces étudiants, il y a des raisons qui sont aussi liées à la trajectoire scolaire, une sorte de besoin de se venger d'avoir été tôt écartés de la « voie normale », notamment lorsqu'ils sont allés en 4<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> technologiques. Ils ont fait des carrières complètes d'élèves de la filière professionnelle, ils ne le regrettent pas nécessairement mais ils veulent voir autre chose, souffler un peu, se frotter au « vrai monde » étudiant, qui n'est pas celui des lycées professionnels. C'est-à-dire rentrer dans la norme et accéder à ce qui leur a été longtemps interdit.

En même temps, le décalage est énorme entre leurs dispositions et les attentes de la fac. Par exemple, ils ne savent rien du programme, ni comment on y travaille. Ils reconnaissent tous avoir des difficultés à l'écrit, même si beaucoup d'entre eux s'expriment bien à l'oral, dans un langage vivant et expressif. Lors de ces entretiens, nombreux sont les « pataquès » culturels que l'on a pu relever. À une étudiante, « bac pro » secrétariat, qui nous déclare son goût prononcé pour l'Histoire et son plaisir à lire des ouvrages d'histoire, on demande le titre d'un livre qui l'a marquée. Elle répond : *Les grands crimes de l'histoire* de Pierre Bellemare, auteur dont elle a tous les livres dans sa bibliothèque personnelle (elle les achète à 5 F dans les différentes brocantes de la région où elle va avec ses parents).

Selon une de nos hypothèses de recherche, il faut comprendre cette poursuite d'études d'abord comme une manière de réintégrer le « courant social » de la jeunesse locale, en s'ajustant à la

norme de l'étudiant, devenue dominante à cet âge de la vie. Même si beaucoup d'entre eux savent que cette période de rattrapage risque d'être éphémère, c'est, nous semble-t-il, le droit de rêver socialement qui est à la source de cette poursuite d'études. Bien sûr, tout cela ne peut pas se dire ouvertement, encore moins face à des enquêteurs parisiens, « intellectuels »... Mais ce qui constitue le centre absent de ces entretiens, c'est une forme de mauvaise foi, individuelle et collective, liée à cette poursuite d'études, comme en témoignent les petits mensonges que l'on doit sans cesse faire pour être à la hauteur de l'entretien et de la représentation d'étudiant telle qu'on l'a construite..

La différence hommes/femmes est ici cruciale, notamment parmi les enfants d'immigrés. Pour les garçons, l'inscription à la faculté est souvent une manière d'éviter pour un an ou de différer l'expérience de d'humiliation déjà subie ou entrevue lors de la recherche d'emploi ou de stages, de ne pas être confronté à la discrimination. Pour les filles d'origine maghrébine, la poursuite d'études doit être analysée à partir d'autres préoccupations, notamment de nature matrimoniale. Souvent âgées de 22-23 ans, elles se trouvent à un moment clé de leur vie : il s'agit pour elles d'éviter le mariage « arrangé » et de pouvoir choisir leur partenaire. Or la faculté offre un marché matrimonial *a priori* ouvert. Mais en même temps cela peut être un piège pour ces filles de bac pro qui sont relativement âgées et qui se retrouvent confrontées à des garçons, bien plus jeunes qu'elles puisqu'ils sortent juste du bac (18-19 ans). Comme le dit l'une d'entre elles, âgée de 24 ans, redoublante, « Pour moi, c'est des gamins », ne cachant pas sa déception de ne pas avoir trouvé de partenaire (« le mariage est en crise, pour nous »).

\*  
\*\*

Trois semaines après la rentrée universitaire, nous avons cherché à rencontrer les étudiants déjà interviewés. Leurs réactions sont très contrastées. L'une des étudiantes interviewées a abandonné la fac pour aller travailler comme ouvrière en intérim. Elle regrette la fac (« ça me plaisait bien ») mais elle a dû, pour des raisons matérielles, se résoudre à travailler. Les trois anciens du « bac pro » commerce d'un même lycée de la région – deux garçons, une fille – ont déjà arrêté d'aller en cours « en amphi » et envisagent d'abandonner. Les enseignants constatent

déjà que les « cours d'amphi » sont désertés. Seul l'un d'entre eux se déclare satisfait (« ça me plaît vraiment »). Fatiha, 23 ans, « bac pro » commerce, est une véritable miraculée scolaire. Après des études en SEGPA, elle réussit à obtenir une inscription en BEP puis décroche la possibilité de poursuivre en bac professionnel commerce. Elle s'inscrit à la fac pour couronner l'entreprise de réhabilitation scolaire qu'elle a opérée depuis sa sortie de SEGPA. Elle s'avère très déçue par la fac et songe à abandonner. Les cours sont « durs », les professeurs distants et les élèves de bacs généraux bien plus forts que les « bacs pro » (« ils ont beaucoup plus de connaissances que nous »). Surtout elle s'aperçoit qu'elle s'ennuie à la fac, qu'elle ne sait plus de quoi parler avec ses copines qui sont entrées dans la vie active (sa meilleure amie est ouvrière « de tournée » dans une PME). Elle se retrouve sans repères temporels et privée des ressources de la sociabilité féminine, très intense, qu'elle a entretenue tout au long de ses années d'études professionnelles. Elle reconnaît qu'elle a fait un mauvais choix et cherche dorénavant à trouver un travail.

Juin 2001 : plus de la moitié des « bacs pro » n'ont pas composé aux épreuves de juin et, parmi les présents, aucun n'a obtenu plus de 10 de moyenne. L'échec programmé des « bacs pro » au DEUG d'histoire-géographie se lit avec force dans les résultats aux examens. Les responsables du DEUG SHS sont plus que jamais confrontés à la quadrature du cercle : comment dissuader ces étudiants de venir s'inscrire à la faculté, dans « leur » DEUG, alors qu'ils en ont le droit et qu'ils ne se privent pas d'en user ? La question des « bacs pro » devient cruciale parce que le risque s'accroît de voir la présence des « bacs pro » en première année dissuader les bacs généraux de s'inscrire dans ce pôle universitaire. Les responsables de la formation ont écrit aux professeurs d'histoire-géographie des lycées professionnels pour sonner l'alarme et les avertir de la situation. Mais ils ne se font pas trop d'illusions, l'année prochaine a de fortes chances de ressembler à la précédente.

Cette situation limite des « bacs pro » dans un DEUG SHS que nous avons décrite se prête, bien sûr, à plusieurs types d'interprétation. La première laisse évidemment cours à ce qu'on pourrait appeler un point de vue conservateur sur l'institution universitaire : elle voudrait exclure complètement ces futurs « déclassés » et leur

interdire tout accès à l'enseignement supérieur. La seconde, qui est la nôtre, certes, ne nie pas l'« absurdité » du fonctionnement du premier cycle universitaire (les élèves aux cursus scolaires les plus fragiles ont accès à la filière de l'enseignement supérieur la plus exigeante en matière de travail personnel et d'autonomie (9)) mais elle cherche à comprendre le sens de cette poursuite d'études de ces « bacs pro ». Finalement, leur présence croissante à l'université n'est-elle pas la forme exaspérée, hyperbolique, de mécanismes sociaux que l'on retrouve en d'autres points du système scolaire ? Ce que l'on peut alors regretter, c'est la lâcheté ou l'hypocrisie de l'institution

(et, d'abord, du Ministère) qui « laisse faire ». Pour éviter les effets délétères de cette poursuite d'études vouée à l'échec dans la grande majorité des cas, ne faudrait-il pas, par exemple, instituer une commission qui jugerait les dossiers au cas par cas et repèrerait les étudiants ayant quelque chance de passer le cap de la première année de DEUG ?

Stéphane Beaud  
Université de Nantes, CNRS (CSU)

Michel Pialoux  
Centre d'études de l'emploi  
et Centre de sociologie européenne

#### Annexe – Eléments statistiques au 1<sup>er</sup> semestre DEUG I en LEA

	Bacs généraux	Bacs technologiques	Bacs pro
Effectifs (en %)	57	31	12
Défaillants aux examens	22	34	63
Taux de réussite (10 et 12)	31	6	0

#### NOTES

- (1) On peut faire ici référence aux travaux socio-historiques de J.-P. Briand et de J.-M. Chapoulié...
- (2) Elle a mauvaise réputation depuis le milieu des années 1980 auprès des nouveaux lycéens d'origine populaire. Ceux-ci reprochent à cette grande fac d'être surchargée et d'offrir une formation trop théorique et pas suffisamment professionnalisante. La rentrée à la Faculté de lettres s'effectue rarement à temps, il manque des chambres universitaires en cité-U, et, dans les amphithéâtres bondés, certains étudiants sont obligés, lors des premiers mois de première année de DEUG – décisifs pour le cursus – d'assister aux cours sur les travées. En outre, les problèmes récurrents de l'université de masse ont fait que cet établissement, notamment la Faculté de lettres, a été régulièrement en grève au cours des années 1980-1995.
- (3) Voir aussi ce qui s'est passé à Voudans dans les écoles d'ingénieurs, voir aussi la création d'un IUT de mesures physiques à Blaville.
- (4) En ce qui concerne l'enseignement supérieur court, un IUT de mesures physiques a ouvert ses portes en 1991, suivi en 1995 par un IUT de GEA. Le pôle universitaire se situe à la périphérie de la ZUP de la ville.
- (5) L'année 1999-2000, ils étaient 25 et, lors de la rentrée 2000-2001, ils sont estimés à une quarantaine.
- (6) On apprend assez vite qu'il vient de passer en 2<sup>e</sup> année de Deug SHS dans le même lieu.
- (7) Nous ne faisons ici qu'évoquer en quelques mots ces silhouettes, ces postures. Nous étudierons ailleurs la genèse sociale de ces attitudes des jeunes et la part de « provocation » qu'elles comportent. Il est évident qu'il s'agit là de l'aboutissement d'un long processus qui entremêle des histoires individuelles, scolaires et familiales, et toute une histoire collective.
- (8) Beaucoup de « bacs pro » semblent pouvoir être intéressés par l'histoire des religions, de l'Islam, l'histoire des grandes civilisations mais ils sont vite rebutés par les cours d'histoire antique ou médiévale.
- (9) Cf. le diagnostic sans complaisance de l'ARESER, *Quelques diagnostics et remèdes d'urgence pour une université en péril*, 1997.

